



NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 16 - 10 Décembre, 2010



[Pas de libre-échange avec la Chine sans droits humains](#)

Dès janvier, la Suisse va négocier un accord de libre-échange avec la Chine. Alliance Sud, point focal de Social Watch, et des autres organisations suisses de développement et de défense des droits humains, exigent du Conseil fédéral que cet accord respecte et promeuve les droits humains.

[La troisième session du Forum sur les questions relatives aux minorités](#)

Le Forum, qui aura lieu le 14 & 15 Décembre 2010 à Genève, Suisse, est une opportunité pour les représentants des minorités de contribuer leurs connaissances et expériences à l'expert indépendant des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités, et, indirectement, au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il fournit également une excellente occasion pour les représentants des minorités, les ONG, les États parties et les fonctionnaires des Nations Unies de se rencontrer, partager des idées et s'informer sur les questions importantes liées aux droits des populations minoritaires. La troisième session du Forum mettra l'accent sur la question de la participation effective des minorités à la vie économique. (Texte au complet en anglais)

[Il est temps que l'UE ratifie la Convention des travailleurs migrants](#)

Social Watch avec un certain nombre de plates-formes internationales, nationales et européennes, ont signé la pétition, une initiative de Décembre 18, en demandant les États membres à ratifier la Convention des travailleurs migrants. (Texte au complet en anglais)

[Un nouvel outil de référence pour les défenseurs des droits des femmes](#)

L'AWID présente une nouvelle publication de référence très utile pour les défenseurs des droits des femmes, les "Matériels et ressources destinés aux défenseuses des droits humains", qu'elle a rédigé en collaboration avec la Coalition internationale des femmes défenseuses des droits humains

[Pas de libre-échange avec la Chine sans droits humains](#)

Dès janvier, la Suisse va négocier un accord de libre-échange avec la Chine. Alliance Sud, point focal de Social Watch, et des autres organisations suisses de développement et de défense des droits humains, exigent du Conseil fédéral que cet accord respecte et promeuve les droits humains.

En août, la présidente de la Confédération, Doris Leuthard, et le président chinois, Hu Jintao, se sont entendus sur la marche à suivre pour conclure un accord de libre-échange. Les négociations devraient commencer début 2011. Aujourd'hui déjà, la Suisse fait partie des rares pays dont la balance commerciale avec la Chine est excédentaire et cet accord vise à assurer aux exportateurs suisses encore plus d'avantages comparatifs.

Alliance Sud, point focal de Social Watch, et d'autres trois organisations suisses de développement et de défense des droits humains, ainsi que la présidente du Congrès mondial ouïghur, Rebiya Kadeer, exigent du nouveau chef du Département fédéral de l'économie, Johann Schneider-Ammann, que les droits humains soient intégrés explicitement dans les négociations à venir.

Concrètement, elles demandent une étude d'impact préalable de l'accord de libre-échange sur les droits humains. « Avant que la Suisse ne négocie un accord avec la Chine, elle doit examiner l'impact d'un tel traité sur les droits des minorités chinoises, explique la militante ouïghoure Rebiya Kadeer, plusieurs fois nominée pour le Prix Nobel de la paix. Il faut ainsi s'assurer que l'accord commercial n'entre pas en conflit avec les engagements internationaux de la Suisse en matière de droits humains. »

De surcroît, Alliance Sud, la Déclaration de Berne, la Société pour les peuples menacés et la Société pour l'amitié

helvético-tibétaine, demandent que des clauses contraignantes sur les droits humains soient insérées dans l'accord. Selon Thomas Braunschweig, expert de politique commerciale à la Déclaration de Berne, « il n'est pas tolérable que des importations chinoises, susceptibles d'être produites dans des conditions qui violent les droits humains, profitent des avantages de l'accord commercial et fassent concurrence aux produits suisses ».

Ces clauses sur les droits humains doivent garantir notamment le respect des normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), comme exigé récemment par la Commission de politique extérieure du Conseil national. « L'administration et le Conseil fédéral doivent informer de façon transparente le Parlement, les organisations de la société civile et l'opinion publique sur le déroulement des négociations, renchérit Isolda Agazzi, responsable de la politique commerciale chez Alliance Sud. La Suisse risque sinon de sacrifier son devoir de respecter les normes fondamentales de l'OIT au profit d'intérêts commerciaux à court terme. »

« Nous voulons que l'accord de libre-échange ne soit pas seulement un succès pour l'économie suisse, mais qu'il contribue aussi à l'amélioration des droits humains en Chine », résume Ruth-Gaby Vermot, présidente de la Société pour les peuples menacés.

[La troisième session du Forum sur les questions relatives aux minorités](#)

Le Forum, qui aura lieu le 14 & 15 Décembre 2010 à Genève, Suisse, est une opportunité pour les représentants des minorités de contribuer leurs connaissances et expériences à l'expert indépendant des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités, et, indirectement, au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Il fournit également une excellente occasion pour les représentants des minorités, les ONG, les États parties et les fonctionnaires des Nations Unies de se rencontrer, partager des idées et s'informer sur les questions importantes liées aux droits des populations minoritaires. La troisième session du Forum mettra l'accent sur la question de la participation effective des minorités à la vie économique.

The Forum on Minority Issues was established to provide a platform for promoting dialogue and cooperation on issues related to national, ethnic, religious and linguistic minorities.

It is designed to provide expertise to the work of the Independent Expert on minority issues. The Forum is meant to identify best practices, challenges, opportunities and initiatives for the further implementation of the [Declaration on the Rights of Persons Belonging to National or Ethnic, Religious and Linguistic Minorities](#). In the year following the Forum, the Independent Expert will present a set of recommendations to the United Nations Human Rights Council under the Forum's theme.

Related information:

[Note by the independent expert on minority issues, Gay McDougall, on minorities and effective participation in economic life](#)

[Draft recommendations on minorities and effective participation in economic life](#)

[Il est temps que l'UE ratifie la Convention des travailleurs migrants](#)

Social Watch avec un certain nombre de plates-formes internationales, nationales et européennes, ont signé la pétition, une initiative de Décembre 18, en demandant les États membres à ratifier la Convention des travailleurs migrants.

20 years ago, the UN General Assembly adopted the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families, also known as the Migrant Workers Convention. We believe that the 20th anniversary provides an excellent opportunity for the European Union to live up to its core values and stand firm on the rights of migrant workers.

The Convention constitutes the broadest framework in international law for the protection of the rights of migrant workers and members of their families and provides guidance to States on how to respect the rights of migrants while developing and implementing labour migration policies.

Yet, to date, no EU Member State has signed or ratified the Convention. Non-ratification brings the core values of the EU into question. The Member States of the European Union can no longer fall behind but must demonstrate in concrete terms their willingness to be held accountable for migrants as they have done for decades in relation to international treaties protecting other vulnerable groups, such as women and children.

The Member States of the European Union must ensure that the fundamental rights of migrant workers and their family members are guaranteed. We call on the 27 EU Member States to ratify this international Convention.

[Sign the petition](#)

[See all the signatures](#)

Related information:

[See full text of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families](#), adopted by the General Assembly in its 451/158 resolution, on December 18, 1990.

[Resources on the UN Migrant Workers Convention](#)

[Un nouvel outil de référence pour les défenseurs des droits des femmes](#)

L'AWID présente ainsi un nouvel outil de référence très utile pour les défenseurs des droits des femmes, qu'elle a rédigé en collaboration avec la Coalition internationale des femmes défenseuses des droits humains.

Cette compilation répertorie les ouvrages de recherche portant sur la sécurité et la protection des défenseurs, ainsi que les ressources proposées aux femmes activistes pour les accompagner dans leur bien-être et leur prise en charge personnelle. Y sont également présentés des manuels indiquant comment documenter et surveiller les violations des droits des femmes, et des rapports sur les droits et les procédures mis à la disposition des défenseurs des droits des femmes en péril. La liste fournit également les références d'ouvrages abordant des thèmes spécifiques particulièrement utiles aux défenseurs des femmes, comme l'orientation sexuelle, le fondamentalisme religieux ou encore les conflits.

En savoir plus: [WHRD_materiels_ressources.pdf](#)

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

socwatch@socialwatch.org

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

sw-actualite-request@listas.item.org.uy

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.

Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.